

M & A Capital diffère à trois niveaux. Tout d'abord sur la durée de présence car nous estimons que cinq ans de présence au capital d'une entreprise n'est pas toujours suffisant pour véritablement avoir un impact. Nous souhaitons nous donner plus de flexibilité et pouvoir aller jusqu'à huit ou neuf ans si c'est nécessaire ; ensuite sur le ticket, nous n'interviendrons pas sur les besoins inférieurs à 1 milliard, sauf exceptionnellement pour des entreprises en procédure collective d'apurement du passif, ce qui ne dépassera pas 20 % de nos activités. Enfin, nous interviendrons sur le segment du capital-retournement qui s'occupe des entreprises en difficulté économique pour accompagner leur restructuration, que ce soit des activités, organisationnelle ou financière, pour les aider à retrouver de la compétitivité, de la rentabilité et de la rentabilité.

Combien d'entreprises I & P a-t-elle déjà accompagnées en Afrique ?

Depuis 2002, plus de 50 PME issues de secteurs variés ont ainsi été accompagnées dans 11 pays d'Afrique : Sénégal, Mauritanie, Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Ouganda, Namibie, Madagascar. I & P a également sponsorisé la création de trois fonds d'investissement. Au Sénégal, I & P a accompagné huit entreprises : Laiterie du Berger (Dolima), Equip Plus (agriculture, énergie et hydraulique), Colaser (chirurgie ophtalmique), Saint-Louis Finance (microfinance), Duopharm (distribution pharmaceutique), Delta Irrigation (solutions d'irrigation), Nest for All (santé de la mère et de l'enfant) et Sofamac (matériaux de construction).

Garderez-vous la même philosophie dans votre action avec M & A Capital ?

Sans nous positionner comme un acteur de l'impact investing nous voulons veiller aux impacts que nos entreprises partenaires produisent sur leur environnement économique, social et physique, et sur leur comportement citoyen à travers la création de valeur ajoutée locale, d'emplois... Par ailleurs, à l'instar d'I & P, plusieurs de nos entreprises partenaires participeront à la structuration de filières de production et distribution locales, ainsi qu'à la construction d'un tissu industriel solide. ■

Jean-Luc Vovor

Directeur associé de Kusuntu Partners

FAIRE CONNAÎTRE LE CAPITAL INVESTISSEMENT

La société Kusuntu Partners se consacre notamment à la promotion du capital-investissement en Afrique. Son cofondateur, Jean-Luc Vovor, dresse l'état des lieux d'une source de financement trop méconnue.

Propos recueillis par Guillaume Weill-Raynal



Les pays de la zone Uemoa sont-ils mûrs pour le *private equity* ?

Les opérateurs économiques de la zone, ainsi que leurs institutions, sont insuffisamment au fait de ce qu'est le *private equity*, ses apports et ses avantages. De plus, l'écosystème des affaires n'est pas encore prêt pour accompagner l'essor du capital-investissement dans cette zone. Je nuance néanmoins ce constat. Des réflexions ont lieu, actuellement, au sein des organes économiques de l'Union, pour permettre le développement de financements alternatifs des entreprises.

À l'instar des efforts de pédagogie déployés par la direction de la BRVM auprès de l'ensemble des opérateurs et institutions de la sous-région, il me semble important de conduire un exercice similaire d'éducation à propos de cette classe d'actifs. Pour cela, les professionnels du capital-investissement de l'Uemoa devraient s'organiser en association représentative et prendre la responsabilité d'une telle action, en partenariat avec le régulateur de l'épargne et des marchés financiers ainsi que des grandes institutions financières régionales.

Que peut apporter l'outil du *private equity* à l'univers de l'entreprise ?

Bien sûr, il nous faut mieux faire comprendre que le rôle principal du *private equity* est d'apporter et de renforcer les

fonds propres de l'entreprise, c'est-à-dire de procurer les moyens financiers de long terme qui permettent de financer sa croissance.

Et rappeler qu'en réalité, les acteurs du *private equity* apportent bien plus ! Ces professionnels de l'investissement sont aussi des catalyseurs du renforcement de capacités de l'entreprise. Ils jouent également un rôle d'accompagnement de la structuration technique et fonctionnelle, de l'organisation ainsi que de la gouvernance ; un rôle d'accompagnement de l'installation de pratiques de transparence financière, notamment par la production d'information économique, financière mais aussi sociale de la vie de l'entreprise.

En ce sens, le capital-investissement est un élément de levier économique et financier. Il permet d'avoir un meilleur accès à des capitaux complémentaires auprès des institutions financières classiques, soit pour le financement du besoin en fonds de roulement ou pour le financement des investissements de l'appareil de production. Il constitue aussi une bonne préparation en vue de l'accès aux marchés boursiers.

Enfin, grâce à leur expérience et leurs réseaux d'affaires, les acteurs du capital-investissement peuvent favoriser les transferts de meilleures pratiques de

gestion ainsi que faciliter des partenariats, que ce soit pour l'accès à de nouveaux marchés ou à de nouveaux fournisseurs.

Comment vous situez-vous par rapport aux marchés financiers ?

Capital-investissement et marchés boursiers sont complémentaires. Le capital-investissement est lui-même une composante du marché des financements de l'entreprise, à chacun sa place et son rôle. La complémentarité entre capital-investissement et banque offre, par exemple, à la banque la possibilité d'orienter l'entreprise vers un fonds d'investissement, lorsque le développement de l'entreprise requiert davantage de fonds propres.

Avec la Bourse, les investisseurs en capital, quand ils sortent du capital de l'entreprise, peuvent trouver des acquéreurs par le biais d'une introduction en Bourse. Celle-ci est grandement facilitée, au niveau du respect des critères d'entrée en Bourse, par le travail qui aura été accompli grâce aux apports qui sont faits par les fonds d'investissement en matière de gouvernance et d'information financière.

Comment jugez-vous que les économies des pays de l'Uemoa peuvent trouver le moyen de se financer ?

L'épargne locale et régionale semble être abondante, mais elle est insuffisamment canalisée vers les circuits de financement car elle manque d'instruments adaptés. Sur les quelques instruments innovants déployés, on constate le plus souvent une sur-souscription, ce qui démontre le potentiel de mobilisation interne.

Le cadre réglementaire de l'épargne et des marchés financiers est néanmoins en évolution et des annonces favorables devraient être faites dans le sens d'une offre accrue d'instruments de mobilisation de l'épargne. Il a notamment été question, récemment : du compartiment des PME de la BRVM, d'un cadre favorable à l'éclosion et au développement du capital-investissement, d'un cadre réglementaire permettant de dynamiser l'offre de produits de collecte et de transformation de l'épargne en source de financement long des entreprises.

Une promotion de l'entrepreneuriat, des pratiques commerciales et de gestion ainsi qu'une ambition de promotion de l'accès au secteur formel par les opérateurs économiques, doublée

de mesures d'accompagnement, seraient ainsi de nature à favoriser l'édification d'un écosystème économique attractif pour les investisseurs.

Des cultures et des approches différentes, 24 places boursières..., comment faire converger les intérêts pour éviter cette atomisation qui pénalise les pays africains ?

Je pense que la technologie, la dématérialisation des titres financiers et l'adoption des normes et pratiques internationales en matière d'opérations financières, sont de nature à favoriser une grande convergence, si ce n'est une intégration panafricaine des marchés financiers. L'exemple de coopération entre les marchés au sein de la zone Cedeao est intéressant, de ce point de vue. Cette coopération permet une interopérabilité au niveau des *front offices* entre les intervenants des trois principales Bourses que sont Abidjan, Accra et Lagos. Il semble que celle des *back offices* est aussi en préparation.

Ce type de coopération pourrait être reproduit dans d'autres régions et permettre l'atteinte de taille critique et la création de quelques places financières de classe internationale en Afrique. ■

TRUSTECH
PAY | IDENTIFY | CONNECT & SECURE
Incorporating **CARTES**
SECURE CONNECTIONS

#TRUSTECH2016
PAY - IDENTIFY - CONNECT & SECURE

#LARGEST
#INTERNATIONAL
#EVENT

29 Nov. > 01 Dec.
Palais des Festivals
Cannes France **2016**
www.TRUSTECH-EVENT.com

COMEXPOSIUM